



Se mobiliser pour les victimes de la COVID-19, on leur doit bien ça !

Une journée de deuil national pour se remémorer l'hécatombe vécue en CHSLD et en RPA et pleurer ensemble — mais virtuellement — les 8000 vies qui se sont terminées de façon abrupte, est-ce assez ? Serait-ce une façon de se déculpabiliser, comme société, d'avoir regardé ce film d'horreur se dérouler sous nos yeux en dénonçant haut et fort les lacunes de notre système de santé tout en se sentant impuissants ? Serait-ce une façon de tourner la page sur cet épisode très peu glorieux de notre Histoire ? Pas du tout. La commémoration est la première étape pour faire mieux la prochaine fois... car on ne peut exclure la possibilité que ce ne soit que la première frappe d'un long combat.

Première étape : vivre notre deuil collectif pour entamer le processus de guérison

En nous donnant le droit et les moyens de vivre notre deuil collectif au grand jour et de pleurer nos morts et nos familles brisées et déchirées, en soutenant les personnes ébranlées qui peinent à se remettre des vies perdues, nous pavons la voie à la guérison. Il y aura des cicatrices et elles nous accompagneront dans la « nouvelle normalité » qui se dessine.

C'est également le moment de reconnaître le don de soi des équipes de soins qui ont été quotidiennement au front, armées de masques, de blouses de protection, de visières et de gants, la peur au ventre de manquer d'équipement, de voir un collègue attraper la COVID-19 ou de rapporter celle-ci à la maison. Pourtant, malgré la pénurie de personnel et les nombreuses embûches, les travailleurs du réseau de la santé ont persévéré.

Deuxième étape : ne pas accepter l'inacceptable

Commémorer ne veut pas dire accepter. On se doit d'être lucides, d'admettre nos limites et nos erreurs — il ne faut pas avoir peur du mot, il est libérateur — et accepter qu'on aurait pu être meilleurs, sauver plus de vies et surtout mieux accompagner ces fins de vie. Il faut éviter de documenter la pandémie avec une certaine complaisance, pour se donner bonne conscience. Il faut à tout prix éviter d'ensevelir nos regrets sous une pile de rapports d'enquête, pour oublier l'hécatombe et les mauvaises décisions. Nous avons un devoir de mémoire, mais également un devoir d'agir, car ce n'est pas terminé.

Troisième étape : agir maintenant

Pour que nous ne soyons plus jamais aussi vulnérables face à un ennemi invisible, il faut agir maintenant. On ne peut pas attendre que tous les rapports et toutes les enquêtes soient terminés pour améliorer les services et les pratiques. Ce serait une grave erreur qui pourrait coûter la vie de milliers d'autres personnes. Oui, il faut comprendre les points faibles de nos processus décisionnels pour augmenter la vitesse de la prise de décisions, revoir le fonctionnement des cellules de crise pour augmenter la fluidité des échanges d'information entre le réseau de la santé et ses partenaires, aplanir les obstacles bureaucratiques, identifier les points d'entrée pour toucher les groupes de populations vulnérables, miser sur la prévention avant que les situations se dégradent.

Bref, il nous faut dépoussiérer la structure, l'alléger pour la rendre plus agile et efficace. Toutes ces actions doivent être mises en place dès maintenant, car la pandémie continue ses ravages, qu'il y ait une accalmie ou pas.

Mais il faut aussi agir sans tarder pour entreprendre les chantiers nécessaires à une société moins empreinte d'âgisme, à des services en institutions de meilleure qualité et surtout à un virage vers des services à domicile accessibles.

L'engagement du Collectif Action COVID

Le Collectif Action COVID et ses membres, qui représentent plus d'un million de personnes, reconnaissent l'ampleur du drame qui se joue depuis plus d'un an au Québec. En cette journée de commémoration, nous souhaitons offrir nos condoléances à toutes les familles endeuillées ou touchées de près par la COVID-19 qui doivent composer avec des contraintes exceptionnelles, peu compatibles avec le chagrin engendré par la mort d'une personne aimée.

Le Collectif Action COVID a été créé pour diminuer et enrayer les effets délétères de la pandémie sur les groupes de personnes vulnérables et il s'engage à poursuivre son travail auprès des élus, des fonctionnaires et de la population pour que des solutions concrètes soient appliquées le plus rapidement possible pour soulager les nombreuses personnes qui vivent les impacts directs et indirects de la COVID-19 et de sa gestion par les autorités désignées. Le Collectif veillera aussi à ce que ces milliers de morts soient le déclencheur d'une réforme majeure de notre société et de la façon dont on s'occupe des plus vulnérables.

Pour le Collectif Action COVID,

Madame Pauline Gervais, présidente
Dr Réjean Hébert, porte-parole

Le Collectif Action COVID www.collectifcovid.org regroupe une diversité d'expertises et fait la promotion des pistes de solution à court et moyen terme afin d'améliorer les soins et services de santé rendus à l'ensemble des personnes en situation de vulnérabilité. Le Collectif assume un leadership lui permettant d'influencer les mesures et instances gouvernementales dans un souci de justice et d'équité en matière de soins de santé et de services sociaux.